

LES LEÇONS DU 19 DECEMBRE

DE 60.000 à 100.000 manifestant» à Paris, 4.000 à Toulouse, à Marseille, à Grenoble, à Montpellier, à Dijon, à Lyon, des rassemblements et manifestations dans de nombreuses autres villes : le bilan de la journée du 19 décembre montre un incontestable progrès d'ensemble par rapport aux manifestations précédentes. Certes, on a vu dans un certain nombre de villes, à Grenoble, à Lyon, à Toulouse, mais pas à Paris, des manifestations plus importantes depuis un an, en particulier au mois d'avril. Mais les conditions n'étaient pas les mêmes : le 19 décembre, il s'agissait d'une action préventive anti-O.A.S. et non pas d'une riposte à chaud à un putsch.

Echec, nous dit Jean Cau, dans *l'Express*, qui passe son humour sur les manifestants et parle de « cérémonie ». Il est inutile d'insister sur les singulières outrances d'un journaliste et d'un journal qui, alternativement, et parfois au sein du même numéro, soufflent le chaud et le froid, minimisent ou grossissent le péril, appellent à l'insurrection et à la révolte, puis s'en remettent, la semaine suivante, à quelque vedette politique, littéraire ou cinématographique suivant les modes du moment. Il est plus sérieux de rechercher nous-mêmes si l'action est à la mesure de la situation et des dangers qui nous menacent. Mais s'il nous apparaît que l'action demeure largement insuffisante au regard du péril, cela ne signifie pas qu'il faille oublier les progrès réalisés ni surtout se priver des leçons que l'on peut tirer de ces progrès.

Une épreuve de force déjà engagée

Depuis quelques semaines, il apparaît en effet que nous sommes entrés dans une phase décisive du conflit algérien. Les bases d'un règlement pacifique apparaissent acquises et les possibilités d'un succès de la négociation sont très sérieuses. Naturellement, comme cela a été le cas en juin 1960, à la veille de Melun, et au printemps 1961, à la veille d'Evian, les

porte-parole du Pouvoir se répandent depuis trois mois en paroles optimistes et exhortent l'opinion à laisser faire le Général. Or, contrairement à ce qui s'est passé lors de Melun et d'Evian, il n'y a pas attentisme et démobilisation dans l'opinion, mais au contraire montée du mouvement populaire et développement de l'action.

C'est que chacun comprend que *cette phase décisive de la guerre d'Algérie est aussi l'heure d'une épreuve de force avec les hommes de l'O.A.S.* et tous ceux qui, depuis sept ans prolongent la guerre. Cette épreuve de force est déjà engagée de toute évidence, non pas du fait du pouvoir dont les carences et l'impuissance ne sont même plus niées par ses propres partisans, mais du fait de l'O.A.S. et des comploteurs de toute sorte.

La stratégie de l'O.A.S. est claire : pratiquer de nouveau comme au 13 mai le fameux chantage à la guerre civile, créer, par les attentats, les exactions et les rackets, par les émissions-pirates, un climat d'insécurité en France qui permettrait à l'armée d'intervenir, au nom du maintien de l'ordre, pour une formule d'union nationale à laquelle s'emploient déjà les Pinay, les Chaban-Delmas, les Mesmer, avec des complaisances suspectes chez certains éléments S.F.I.O.

L'attitude du pouvoir encourage cette stratégie. Quand Terrenoire déclare à l'issue du dernier Conseil des ministres : « *Il apparaît en fait que, sinon dans l'esprit de leurs organisateurs, du moins dans les intentions de ceux qui les manipulent et les noyautent, les manifestations de rue n'ont pour véritable objectif que de tenter de dresser l'opinion contre le gouvernement* », il est clair que le Pouvoir fait le jeu de l'O.A.S. en essayant d'empêcher par la matraque et l'insinuation tout mouvement populaire.

Les conditions sent donc bien différentes du mois de janvier 1960 et du mois d'avril 1961. Le Pouvoir n'appelle plus le peuple à se rendre aux aérodromes et « à l'aider » ; il traite plus que jamais en adversaires les organisations populaires alors qu'il se contente de poursuivre M. Jean-Marie Le Pen pour « *violences dans un incident de la circulation* » et qu'il

regroupe dans les mêmes garnisons les officiers compromis lors du putsch d'avril.

Il est donc vrai que les manifestants du 19 décembre entendaient protester tout autant contre la carence et la complicité du Pouvoir à l'égard de l'O.A.S., que contre l'O.A.S. elle-même. Il est vrai que se créent ainsi les conditions pour une prise en main, par les organisations populaires, de la résistance contre l'O.A.S. et de la lutte contre le fascisme.

Le front syndical commun

Mais, pour y parvenir, il ne suffit pas de compter sur l'aggravation du danger O.A.S. comme sur la complicité du Pouvoir avec les fascistes, il ne suffit pas, autrement dit, de compter sur la menace de l'adversaire pour lever les obstacles qui subsistent à un large rassemblement de toutes les forces populaires.

De ce point de vue, le 19 décembre a marqué un progrès par rapport aux initiatives précédentes, mais il serait illusoire d'ignorer les difficultés qui demeurent pour qu'un front large et solide se constitue malgré l'urgence et la gravité du péril.

L'expérience confirme ce que n'a cessé de répéter le P.S.U. depuis des mois : sur cette question de la guerre d'Algérie et de la lutte anti-O.A.S., c'est « le front syndical commun » qui peut permettre l'action la plus large et qui peut parvenir à isoler les éléments O.A.S., à les vaincre sur ce terrain de la « guerre psychologique » où ils cherchent à se placer.

Cela ne signifie pas, comme semble le croire *l'Humanité* du 22 décembre, lorsqu'elle répond à la lettre de notre secrétaire national, que nous contestons aux partis, et au P.C.F. en particulier, le droit de prendre des initiatives ou ses responsabilités. Nous avons trop souvent regretté dans les premières années de la guerre d'Algérie que certains ne prennent pas leurs responsabilités et laissent à quelques hommes, à quelques journaux le poids essentiel de la lutte contre la guerre pour aller contre les initiatives, même tardives. Nous-mêmes, d'ailleurs, après avoir tenté sans succès, en octobre, de provoquer une vaste protestation unitaire contre les ratonnades

policières des 17 et 18 octobre, nous avons pris l'initiative de la manifestation du 1^{er} novembre à la place Clichy ; puis, nous avons, seuls en tant que parti, appelé nos adhérents à se joindre à la manifestation des jeunes du 18 novembre.

Si nous mettons les syndicats en avant, ce n'est pas, comme certains, pour décrier les partis et nous joindre à telle ou telle campagne antiparlementaire. Nous faisons la différence entre les partis qui portent la responsabilité des échecs successifs de la gauche et du socialisme en France depuis trente ans et notre parti qui essaie précisément de tirer les leçons de ces échecs, y compris avec ceux qui ont passé par ces expériences, sans nous en tirer, comme Jean Cau, par la pirouette démagogique — l'appel à un vaste coup de balai contre les chefs de la gauche.

Nous avons dit que les événements, la pression fasciste faisaient progresser l'unité et s'étendre le rassemblement. Nous voulons en trouver une nouvelle preuve dans la distance de plus en plus grande qu'est amené à prendre le comité directeur de la S.F.I.O. à l'égard du pouvoir. Après avoir dénoncé la manifestation du 19 décembre comme « communiste », à l'instar du *Figaro*, l'organe de la S.F.I.O. est conduit à critiquer vivement M. Terrenoire qui ne faisait que reprendre le même argument et à déclarer qu'en cas de nouveau putsch les masses populaires descendront dans la rue non plus pour de Gaulle eu Debré mais pour la nation.

« Troisième force »

ou

« démocratie populaire »

Malgré ces progrès, il n'empêche que le comité directeur S.F.I.O. demeure attaché à sa thèse bien connue suivant laquelle le rassemblement antifasciste devrait ne comprendre que les seuls « démocrates », c'est-à-dire, dans le langage S.F.I.O., exclure les communistes. Et la direction S.F.I.O. donne à ses fédérations la directive d'entrer en pourparlers avec les seules organisations qui refusent le contact avec le P.C.F. et la C.G.T. (et aussi celui avec les indépendants, en dépit d'un certain déjeuner avec Pinay, et l'U.N.R., en dépit de certaines alliances électorales). En

pratique, cela signifie que la S.F.I.O. entend combattre l'O.A.S. avec les seuls M.R.P. et radicaux, avec Force-Ouvrière — et encore pas dans tous les départements. Cela fait sans doute une alliance électorale suffisante pour affronter les législatives du printemps si elles ont lieu — c'est-à-dire si l'O.A.S. ou des comploteurs quelconques n'ont pas réussi avant. Mais cela ne pèse pas lourd contre le complot — on l'a vu au 13 mai.

Mais, nous dira-t-on, n'est-il pas à l'heure actuelle pratiquement impossible d'unir S.F.I.O. et P.C.F. sur un programme d'action, compte tenu de leurs divergences sur bien des problèmes ? Peut-on en effet envisager que des partis politiques forment une coalition sur un seul problème mais qui commande l'avenir, alors qu'il y a de toute évidence tant de divergences et d'opposition dans la manière d'envisager et de préparer cet avenir ? Faut-il alors se résigner à choisir entre deux formules, « la troisième force » autour de la S.F.I.O., en sachant que cela conduit à la stagnation et au succès de la droite, l'autre « le front unique » autour du P.C.F., en sachant que cela conduit aux régimes de Prague ou de Budapest ?

Une autre voie est ouverte...

Nous ne le pensons pas. Nous croyons qu'il existe une autre voie — que le P.S.U. a contribué à ouvrir. Devant le danger immédiat de l'O.A.S., nous croyons que le lien le plus sérieux qui peut unir les forces de paix, les forces antifascistes, est le lien syndical. Le 19 décembre, comme en avril, comme le 27 octobre 1960, c'est lorsque les syndicats sont unis qu'il est possible de mener les actions les plus vastes. Les autres initiatives sont utiles comme stimulants — c'est ainsi que le P.S.U. a conçu sa manifestation du 1^{er} novembre.

Mais il est urgent de constituer un organisme de liaison permanent entre la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F., avec F.O. si possible, avec des contacts avec certaines organisations paysannes et de jeunesse, des contacts avec les partis. Un tel organisme permettrait de mener une lutte suivie et offensive, sans attendre les initiatives de l'O.A.S.

Il est clair qu'un tel front syndical est non seulement plus large que le front actuellement

réalisable sur le plan des partis politiques et que surtout il lève l'obstacle dans lequel la gauche se débat trop souvent — le dilemme entre la 3^e force et le suivisme à l'égard du P.C.F. Lorsque sont unis la C.G.T., la C.F.T.C., la F.E.N. et l'U.N.E.F., personne ne peut prétendre sérieusement que cela fasse le jeu ni du P.C.F., ni de la S.F.I.O.

Serait-ce là l'indice, comme le prétend *l'Humanité*, d'une « exclusive anticommuniste » ? Mais cela signifierait alors que le P.C.F. n'entend le rassemblement et l'unité que s'il en peut tirer argument pour sa propagande et s'il peut mettre en difficulté ses partenaires. On l'a bien vu au sujet du 19 décembre, lorsque les syndicats demandèrent aux partis de publier leurs communiqués de soutien à la manifestation nationale dans la soirée du 11 décembre, après que, le matin, ils aient publié les leurs. Un quart d'heure après le communiqué des syndicats, le communiqué du P.C.F. était sur les télécriteurs de l'A.F.P.. Et l'agence et les radios gouvernementales s'empresaient de proclamer que la manifestation était organisé par les syndicats et le P.C.F. réunis. Un tel empressement de propagande en faveur du P.C.F. devrait donner à penser aux dirigeants communistes.

Ainsi donc, malgré le pas en avant du 19 décembre, il subsiste des obstacles, des querelles sur la stratégie et la tactique dont certains s'empresent de conclure que le rassemblement des forces populaires est encore loin. Nous croyons au contraire que ces discussions peuvent aider à faire la clarté ; nous pensons que l'exemple du 19 décembre a déjà fait réfléchir les dirigeants du P.C.F., qui ont constaté que l'ampleur de l'action avait largement dépassé celle de la journée du 6 décembre — et aussi les dirigeants de la S.F.I.O. qui, somme toute, ont été amenés à se rallier après coup à cette manifestation dont ils tirent maintenant force arguments contre le gouvernement.

... celle du front socialiste

Il demeure qu'il est vrai qu'un tel rassemblement de circonstance sur un seul point — la paix en Algérie et la lutte contre l'O.A.S. formant aujourd'hui une seule question — l'existence de l'O.A.S. étant

aujourd'hui le seul prétexte gouvernemental à reculer encore la paix — il est vrai qu'un tel rassemblement autour des syndicats, s'il est indispensable et urgent, ne suffit pas.

Il faut aussi que ce front antifasciste, qui commence à se constituer malgré les obstacles, débouche sur quelque chose. Car il est de plus en plus évident que les forces neuves et vives de la nation, les syndicats, les organisations paysannes, les jeunes, ne s'engageront à fond et sans réserves, dans ce combat qui est politique, que si elles voient clairement où elles vont et à quoi cela les engage pour l'avenir. C'est là une leçon des échecs de 1936-1938, de 1945, de 1956. Personne ne veut plus de « front républicain ».

Il faut donc travailler d'urgence avec ces forces à mettre sur pied le programme d'avenir qui peut répondre aux problèmes essentiels de la société française d'aujourd'hui. La discussion engagée depuis quelques semaines avec les syndicats, les paysans, avec les milieux représentatifs des cadres et techniciens sur la planification démocratique, doit

conduire à d'autres discussions de ce genre qui permettront de mettre au point les grandes lignes d'un programme capable d'entraîner les forces populaires.

L'action commune menée avec les syndicats sur l'objectif immédiat — paix en Algérie et lutte contre l'O .A .S. — facilite la discussion sur l'avenir. C'est cette méthode et cette perspective que le P.S.U. entend mettre en avant avec ce qu'il appelle « la politique de front socialiste ». Ce n'est pas une recette pour la cuisine socialiste d'un avenir lointain, ce n'est pas la description théorique de la société socialiste idéale, c'est une méthode applicable dès aujourd'hui pour sortir la gauche et le socialisme de l'impasse qu'ils traversent en France depuis des années.

Et cette méthode, nous sommes persuadés qu'elle a déjà permis d'avancer notablement ces dernières semaines et singulièrement le 19 décembre.

Jean VERLHAC